

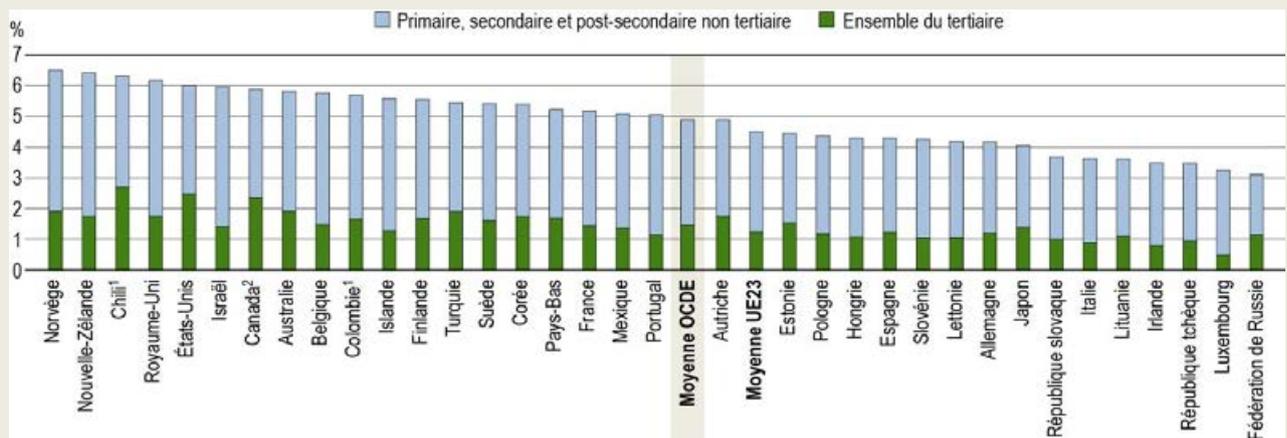
Indicateur C2. Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ?

Faits marquants

- En 2016, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) au financement de leurs établissements d'enseignement (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire), mais ce pourcentage varie fortement entre les pays membres et partenaires de l'OCDE. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la part de la richesse affectée aux établissements d'enseignement s'élève à 3.5 % du PIB dans l'enseignement non tertiaire (enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire) ; elle est nettement plus élevée que celle affectée à l'enseignement tertiaire (1.5 % du PIB).
- Le secteur privé joue un rôle crucial dans le financement de l'enseignement tertiaire : sa part représente un tiers en moyenne des dépenses au titre des établissements d'enseignement (soit l'équivalent de 0.5 % du PIB). Dans l'enseignement non tertiaire, les dépenses privées au titre de l'éducation représentent un dixième seulement des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement, soit 0.4 % du PIB.
- Entre 2010 et 2016, les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, ont diminué en pourcentage du PIB dans plus de deux tiers des pays membres et partenaires de l'OCDE, essentiellement en raison du rythme moins soutenu auquel les dépenses publiques au titre des établissements de ces niveaux d'enseignement ont progressé par comparaison avec le PIB.

Graphique C2.1. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2016)

Dépenses provenant de sources publiques, privées ou internationales, selon le niveau d'enseignement



1. Année de référence : 2017.

2. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2019), tableau C2.1. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933978930>

Contexte

Les pays investissent dans l'éducation entre autres raisons pour contribuer à promouvoir la croissance économique, à accroître la productivité, à favoriser l'épanouissement personnel et le développement social et à réduire les inégalités sociales. Le niveau de dépenses au titre des établissements d'enseignement dépend de la taille de la population d'âge scolaire, des taux de scolarisation, des niveaux de salaire des enseignants et de la façon dont l'enseignement est organisé et dispensé. Dans l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire (qui correspondent approximativement au groupe d'âge des 6-14 ans), les taux de scolarisation sont proches de 100 % dans la plupart des pays de l'OCDE. L'effectif d'élèves varie donc fortement en fonction de l'évolution démographique. Il n'en va pas de même dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement tertiaire, car une partie de la population concernée ne sera plus scolarisée (voir l'indicateur B1).

Pour tenir compte de ces facteurs, le présent indicateur évalue les dépenses au titre des établissements d'enseignement à l'aune de la richesse nationale pour montrer la priorité accordée à l'éducation en fonction des ressources globales des pays. La richesse nationale est estimée sur la base du PIB, et les dépenses d'éducation englobent les dépenses du secteur public, des entreprises ainsi que des effectifs scolarisés et de leur famille. Cet indicateur couvre les dépenses au titre des établissements d'enseignement, des universités et des autres établissements publics et privés fournissant des services d'éducation ou d'appui à l'éducation.

Les gouvernements surveillent leur budget de très près et peuvent décider de restrictions budgétaires même dans des secteurs majeurs tels que l'éducation en cas de ralentissement économique. Cet indicateur montre à titre de référence comment les dépenses d'éducation ont évolué au fil du temps en pourcentage du PIB national dans les pays de l'OCDE. Dans leurs décisions d'affectation budgétaire, les gouvernements doivent faire des arbitrages entre les postes où investir davantage, notamment le salaire des enseignants et le budget des infrastructures scolaires.

Autres faits marquants

- Dans le budget de l'éducation, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire sont le poste de dépenses le plus important (69 % du budget total, soit 3.4 % du PIB) ; leur part varie selon la taille de l'effectif scolarisé.
- Les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentaient 0.9 % du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, après transferts entre le gouvernement et le secteur privé.
- Entre 2010 et 2016, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont diminué légèrement en pourcentage du PIB dans les niveaux d'enseignement tertiaire (4 % en moyenne dans les pays de l'OCDE). En revanche, la réduction des dépenses au titre des établissements d'enseignement non tertiaire a été plus marquée, avec un recul d'un peu plus de 8 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Analyse

Investissement global en pourcentage du PIB

Tous les pays membres et partenaires de l'OCDE investissent une part importante de leurs ressources nationales dans l'éducation. En 2016, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 5 % de leur PIB au financement de leurs établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (voir le tableau C2.1).

En pourcentage du PIB, les dépenses au titre des établissements d'enseignement tertiaire représentent 6 % au Chili, aux États-Unis, en Israël, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, mais sont de l'ordre de 3-4 % en Fédération de Russie, en Irlande, en Italie, au Japon, en Lituanie, au Luxembourg, en République slovaque et en République tchèque (voir le graphique C2.1 et le tableau C2.1). De nombreux facteurs influent sur la place relative des pays dans le classement selon cet indicateur, notamment la taille relative de l'effectif scolarisé, la durée des études et l'affectation des fonds. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses peuvent être influencées par les critères d'admission à des niveaux supérieurs d'enseignement, la taille de l'effectif scolarisé dans chaque secteur et domaine d'études, ainsi que l'ampleur de l'investissement dans des activités de recherche.

Dépenses au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

Dans tous les pays membres et partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles, la part de la richesse nationale consacrée à l'enseignement non tertiaire (enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire) est nettement supérieure à celle consacrée à l'enseignement tertiaire (voir le tableau C2.1 et le graphique C2.1). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 70 % des dépenses au titre des établissements d'enseignement, soit 3.5 % du PIB, concernent les niveaux d'enseignement non tertiaire, en raison des taux élevés de scolarisation à ces niveaux. La part du budget allouée aux établissements d'enseignement non tertiaire représente environ 4.5 % du PIB en Israël, en Norvège et en Nouvelle-Zélande, mais un peu moins de 2 % du PIB en Fédération de Russie.

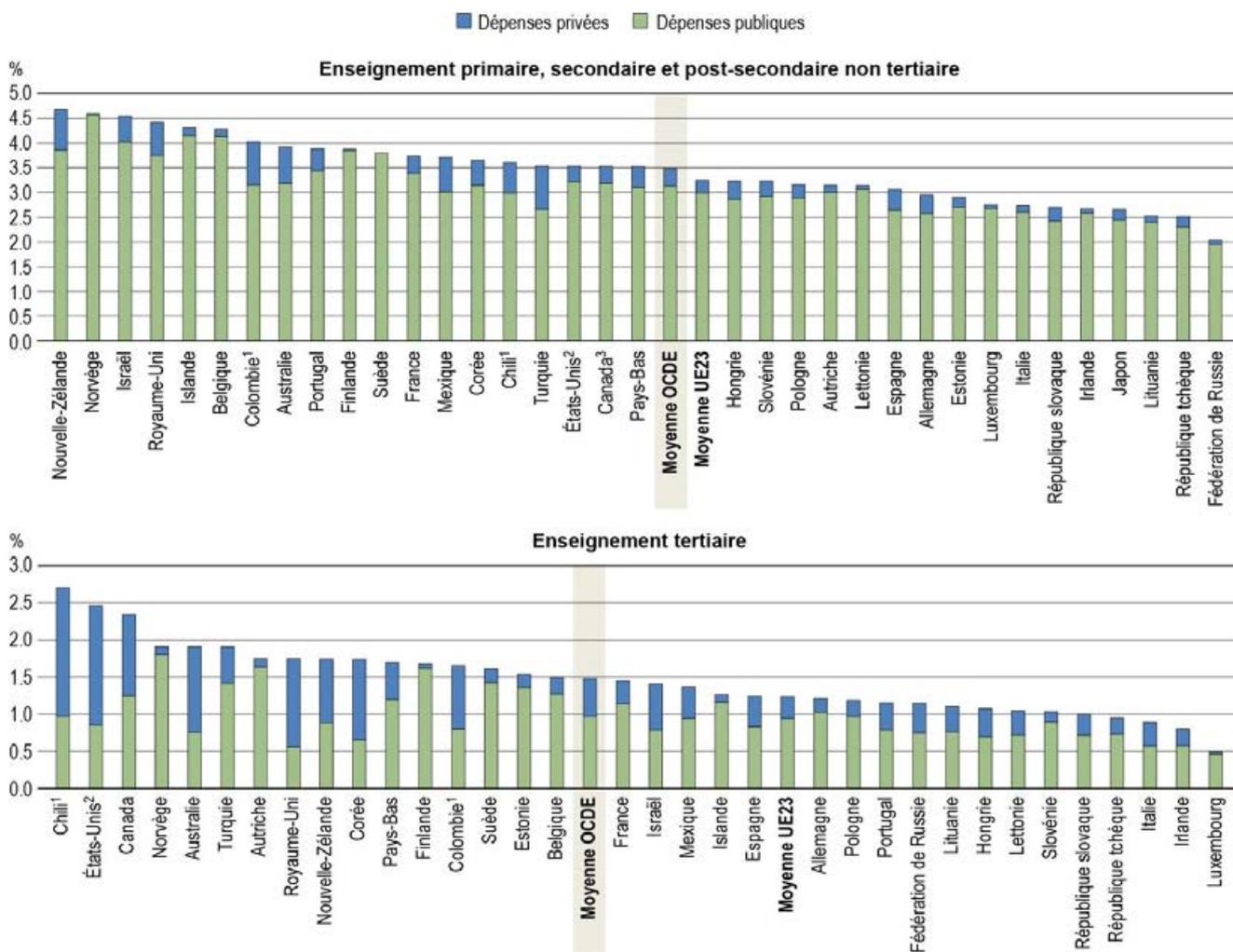
En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses au titre des établissements d'enseignement représentent 1.5 % du PIB dans l'enseignement primaire et 1 % du PIB dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. La part des dépenses au titre des établissements d'enseignement est toutefois fortement influencée par la composition démographique des pays. La durée de chaque niveau d'enseignement est un autre facteur qui influe sur les dépenses. Les pays où les taux de fécondité sont relativement peu élevés sont moins susceptibles de consacrer une plus grande part de leur richesse à l'enseignement primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire. Il apparaît d'ailleurs que les pays qui investissent moins de 1 % de leur PIB dans l'enseignement primaire tendent à afficher des taux de natalité peu élevés (c'est le cas de l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Lituanie, la République slovaque et la République tchèque, voir le tableau C2.1). Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les dépenses au titre des filières générale et professionnelle représentent entre 0.5 % du PIB en filière professionnelle et 0.6 % en filière générale, en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ces chiffres varient toutefois fortement entre les pays. Moins de la moitié des pays dont les données sont disponibles consacrent une part plus élevée de leur PIB à la filière professionnelle qu'à la filière générale ; les différences les plus importantes s'observent en Finlande, aux Pays-Bas et en République tchèque (0.5-0.6 points de pourcentage).

L'enseignement tertiaire représente en moyenne 1.5 % du PIB des pays. À ce niveau d'enseignement, les différents parcours des étudiants, les filières d'enseignement, la durée des études, l'organisation de l'enseignement et le budget alloué à la recherche et au développement (R-D) sont autant de facteurs qui influent sur le niveau des dépenses. En 2016, ce sont le Canada, le Chili et les États-Unis qui ont consacré la part la plus élevée de leur PIB à l'enseignement tertiaire (entre 2 et 3 %). Sans surprise, ces pays comptent aussi parmi ceux

où la part privée du financement de ce niveau d'enseignement est la plus élevée après contrôle des transferts public-privé (entre 1.1 et 1.7% du PIB ; voir le tableau C2.2 et le graphique C2.2).

Graphique C2.2. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance des financements (2016)

Après transferts ; dépenses provenant de sources publiques, privées ou internationales



Remarque : Les dépenses internationales sont regroupées avec les dépenses publiques pour des raisons de présentation.

1. Année de référence : 2017.

2. Les valeurs présentées pour les États-Unis correspondent aux prêts d'études nets, et non bruts, ce qui induit donc une sous-estimation des transferts publics.

3. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2019), Tableau C2.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933978949>

Les dépenses de R-D dans les établissements d'enseignement tertiaire peuvent représenter une part importante du budget total de ce niveau d'enseignement ; leur ampleur dépend de la structure des activités de recherche subventionnées par les fonds publics ainsi que des infrastructures et des équipements disponibles. L'Australie,

la Norvège, la Suède ainsi que les autres pays de l'OCDE où la majeure partie des activités de recherche subventionnées par l'État s'effectuent dans les établissements d'enseignement tertiaire tendent à consacrer une part plus élevée de leur PIB à l'éducation que les pays où la majeure partie de ces activités s'effectuent dans d'autres structures. Si les activités de R-D sont exclues, les dépenses au titre des établissements d'enseignement diminuent en pourcentage du PIB de 0.4 point de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE ; cette diminution représente au moins 0.7 point de pourcentage en Finlande, en Norvège et en Suède (voir le tableau C2.1).

Dépenses au titre des établissements d'enseignement, selon la provenance des fonds

Le budget de l'éducation reste essentiellement constitué de fonds publics dans les pays de l'OCDE. En moyenne, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentent (après transferts au secteur privé) 4 % du PIB. Toutefois, ce pourcentage varie fortement entre les pays dont les données sont disponibles. L'investissement public direct représente environ 3 % du PIB en Fédération de Russie, en Grèce, en Hongrie, en Irlande, en Italie, au Japon, en Lituanie, au Luxembourg, en République slovaque et en République tchèque, mais entre 5 et 7 % du PIB en Belgique, au Brésil, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède (voir le graphique C2.2).

L'austérité budgétaire conduit de nombreux systèmes d'éducation à mettre davantage le secteur privé à contribution, en particulier pour financer l'enseignement tertiaire. Après transferts, les financements privés au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentent en moyenne 0.9 % du PIB. Les transferts directs du secteur privé aux établissements d'enseignement varient toutefois sensiblement entre les pays : ils ne représentent pas plus de 0.1 % du PIB en Finlande, au Luxembourg et en Norvège, mais atteignent au moins 1.9 % du PIB en Australie, au Chili, aux États-Unis et au Royaume-Uni (voir le graphique C2.2).

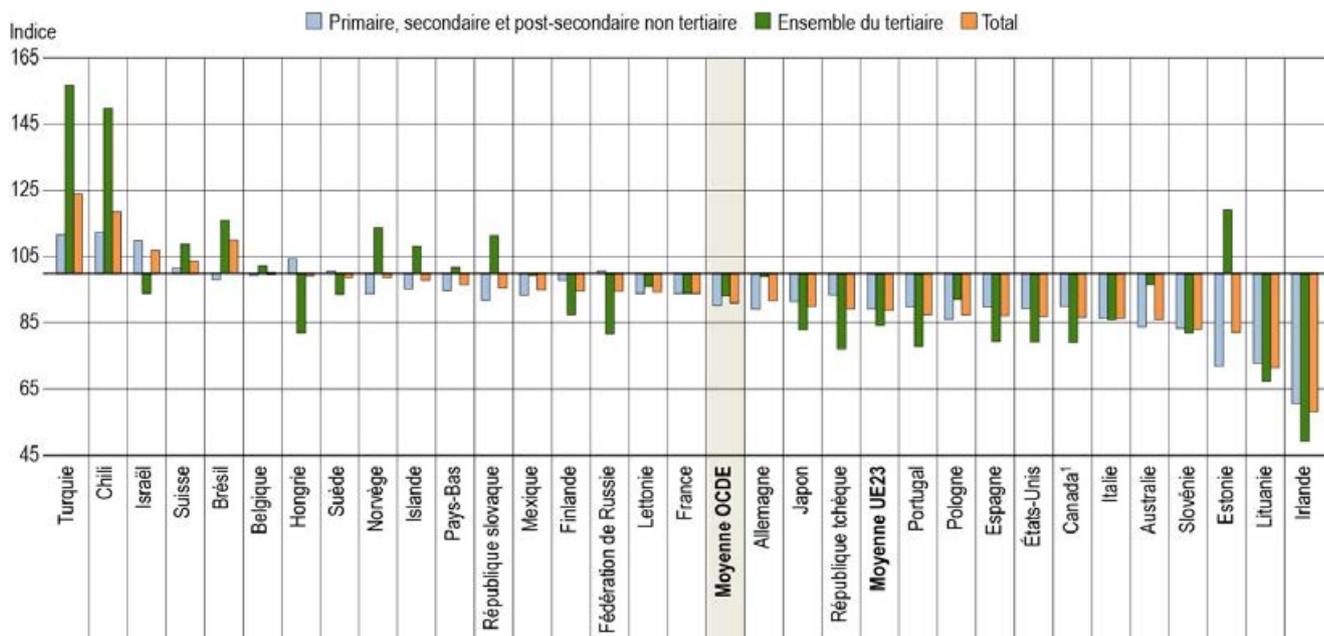
L'investissement privé est peu élevé dans l'enseignement non tertiaire : il représente en moyenne 0.4 % du PIB dans les pays de l'OCDE, mais au moins 0.7 % du PIB en Australie, en Colombie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Turquie, les pays où la part relative des fonds privés est la plus élevée dans l'enseignement non tertiaire. Dans l'enseignement tertiaire, l'investissement privé prend plus d'importance et représente en moyenne 0.5 % du PIB. Dans certains pays, les sources privées contribuent davantage que dans d'autres : au Chili et aux États-Unis, les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire représentent plus de 1.6 % du PIB, soit le pourcentage le plus élevé parmi tous les pays de l'OCDE (voir le tableau C2.2 et le graphique C2.2).

Évolution des dépenses d'éducation entre 2010 et 2016

Les effets de la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008 s'observent encore dans les ajustements des budgets publics et, donc, dans les dépenses au titre des établissements d'enseignement à tous les niveaux d'enseignement. Les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont recommencé à augmenter en 2010, mais à un rythme moins soutenu que le PIB, à cause du temps qu'il a fallu pour ajuster les budgets publics (voir le tableau C2.4, disponible en ligne, et le graphique C2.3). En pourcentage du PIB et toutes sources confondues, les dépenses moyennes totales au titre de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire ont toutefois diminué de 7 % entre 2010 et 2016 dans les pays de l'OCDE, essentiellement à cause du rythme moins soutenu auquel les dépenses rapportées au PIB ont progressé durant cette période (voir le tableau C2.3). Les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement ont diminué en pourcentage du PIB dans la plupart des pays dont les données sont disponibles. Les ajustements négatifs les plus importants ont été enregistrés en Irlande et en Lituanie avec une augmentation du PIB de 20 % durant la même période. Par contraste, le Chili et Israël ont fait vraiment figure d'exception, avec une augmentation d'au moins 7 % des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement malgré une augmentation sensible de leur PIB.

Graphique C2.3. Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2010 et 2016)

Sources finales de financement, par niveau d'enseignement, année de référence : 2010 = 100



1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

Les pays sont classés par ordre décroissant de l'indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2019), Table C2.4 (disponible en ligne). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933978968>

L'évolution des dépenses au titre des différents niveaux d'enseignement a suivi la même tendance entre 2010 et 2016. Les dépenses au titre des établissements d'enseignement, dans les niveaux de l'enseignement non tertiaire et de l'enseignement tertiaire, ont diminué de 8 % en pourcentage du PIB. Ces moyennes occultent toutefois des variations importantes dans certains pays. Durant la période de six ans à l'étude, les dépenses au titre des établissements d'enseignement non tertiaire ont par exemple augmenté d'au moins 5 % en pourcentage du PIB au Chili et en Israël. La réduction observée en Irlande (40 %) s'explique en grande partie par la révision des chiffres du PIB de 2015. Durant la même période, les plus fortes augmentations des dépenses au titre de ces niveaux d'enseignement ont été enregistrées en Estonie, en Lituanie et au Luxembourg (plus de 20 %).

Dans un tiers environ des pays dont les données sont disponibles, les investissements dans l'enseignement tertiaire ont augmenté entre 2010 et 2016, alors qu'ils ont diminué ou sont restés presque stables dans l'enseignement non tertiaire. L'Australie, l'Islande, Israël, la Norvège et la République slovaque illustrent clairement cette tendance : en pourcentage du PIB, les dépenses ont augmenté de plus de 10 % dans l'enseignement tertiaire, mais elles ont diminué d'au moins 5 % dans l'enseignement non tertiaire durant cette période. De tous les pays membres et partenaires de l'OCDE, c'est en Israël que les dépenses totales au titre de l'enseignement tertiaire ont le plus augmenté en pourcentage du PIB, ce qui s'explique par une hausse substantielle de l'investissement dans l'éducation, tant dans le chef du secteur public que du secteur privé.

Définitions

Les **dépenses au titre des établissements d'enseignement** correspondent aux dépenses publiques, privées et internationales au titre des entités qui fournissent des services d'éducation aux individus ou des services en rapport avec l'éducation aux individus et à d'autres établissements d'enseignement (écoles, universités et autres institutions publiques et privées).

Les **parts finales des secteurs public, privé et international** correspondent aux pourcentages des dépenses directes des acheteurs publics, privés et internationaux de services d'éducation après transferts. Les **dépenses publiques finales** comprennent les achats publics directs de ressources d'éducation et les versements publics aux établissements d'enseignement.

Les **dépenses privées finales** comprennent toutes les dépenses directes au titre des établissements d'enseignement (frais de scolarité et autres montants versés par les ménages aux établissements d'enseignement), qu'elles soient ou non partiellement financées par des subventions publiques, après transferts. Elles incluent également les dépenses des entreprises privées au titre de la composante de pratique professionnelle dans les programmes « emploi-études » et les programmes de formation en milieu professionnel.

Les **dépenses internationales finales** comprennent les montants directement versés par le secteur international aux établissements d'enseignement, par exemple des budgets de recherche et autres fonds internationaux versés directement aux établissements d'enseignement, après transferts.

Les **dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement** couvrent les dépenses des pouvoirs publics au titre de ressources d'éducation fournies aux établissements d'enseignement ou les versements des pouvoirs publics aux établissements d'enseignement qui sont responsables de l'achat de ressources d'éducation.

Les **dépenses privées (des ménages et autres entités privées) directes au titre des établissements d'enseignement** comprennent les frais de scolarité et autres montants versés par le secteur privé aux établissements d'enseignement, qu'ils soient ou non partiellement financés par des subventions publiques.

Méthodologie

Les **dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB** d'un niveau d'enseignement sont calculées comme suit : les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement de ce niveau sont divisées par le PIB. Les dépenses et le PIB exprimés en devise nationale sont divisés par l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA) pour le PIB afin d'obtenir leur équivalent en dollars des États-Unis (USD). La conversion basée sur l'indice PPA est préférée à celle basée sur le taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif du moment dans les différents pays de l'OCDE (voir l'annexe 2 pour davantage de précisions).

Toutes les entités qui financent l'éducation sont publiques, privées ou internationales (organismes internationaux et autres entités étrangères). Les chiffres fournis ici regroupent les dépenses publiques et internationales pour des raisons de présentation. Comme la part des dépenses internationales est relativement minime par rapport à celle des autres dépenses, inclure les dépenses internationales dans les dépenses publiques n'affecte pas l'analyse de la part des dépenses publiques.

Les dépenses au titre des biens et services d'éducation ne sont pas toutes effectuées au sein des établissements d'enseignement. Les familles peuvent par exemple acheter des fournitures et des manuels scolaires dans le commerce ou recourir aux services d'un professeur particulier en dehors des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants pendant leur formation peuvent représenter une part importante du coût de l'éducation. Toutes ces dépenses effectuées en

dehors des établissements d'enseignement sont exclues de cet indicateur, même si elles font l'objet de subventions publiques. Le financement public des coûts de l'éducation en dehors des établissements d'enseignement est étudié dans les indicateurs C4 et C5.

Une partie du budget des établissements d'enseignement est consacrée aux services auxiliaires généralement proposés aux effectifs scolarisés (cantine, logement et transport). La part du coût de ces services financée par les effectifs scolarisés est également incluse dans cet indicateur.

Les dépenses au titre des établissements d'enseignement sont calculées sur la base de la comptabilité de caisse et donnent dès lors un aperçu des dépenses effectuées lors de l'année de référence. De nombreux pays mettent en place un système de prêt et de remboursement dans l'enseignement tertiaire. Les prêts publics sont pris en considération, mais les remboursements des emprunteurs privés ne le sont pas ; la contribution privée aux coûts de l'éducation peut donc être sous-estimée.

Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, 2019^[1]) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Source

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2016 (sauf mention contraire) et proviennent de l'exercice de l'UNESCO, l'OCDE et Eurostat (UOE) de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2018 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, <https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>). Les données de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Inde, de l'Indonésie et de la République populaire de Chine proviennent de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Les données relatives aux dépenses de 2005, de 2011 et de 2016 proviennent d'une enquête menée en 2018-19. Les dépenses de 2005 à 2015 ont été ajustées en fonction des méthodes et des définitions appliquées lors du dernier exercice UOE de collecte de données en date.

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

OCDE (2019), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305380-fr>.

[1]

Tableaux de l'indicateur C2

Tableau C2.1	Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2016)
Tableau C2.2	Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la source finale des financements (2016)
Tableau C2.3	Évolution des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2005, 2011 et 2016)
WEB Tableau C2.4	Évolution des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2005, 2011 et 2016)

Date butoir pour les données : 19 juillet 2019. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne sur : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>. D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933981077>

Tableau C2.1. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2016)

Dépenses au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

OCDE	Pays	Secondaire					Post-secondaire non tertiaire	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire				Du primaire au tertiaire	Du primaire au tertiaire (activités de R-D non comprises)
		Premier cycle du secondaire	Deuxième cycle du secondaire			Ensemble du secondaire			Tertiaire de cycle court	Tertiaire de cycle long	Ensemble du tertiaire	Ensemble du tertiaire (activités de R-D non comprises)		
			Filière générale	Filière professionnelle	Toutes filières confondues									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
Australie	1.8	1.3	0.6	0.1	0.7	2.0	0.1	3.9	0.3	1.6	1.9	1.3	5.8	5.2
Autriche	0.9	1.2	0.3	0.6	1.0	2.2	0.0	3.1	0.3	1.5	1.8	1.3	4.9	4.4
Belgique	1.6	0.9	0.7 ^d	1.1 ^d	1.8 ^d	2.7 ^d	x(3, 4, 5, 6)	4.3	0.0	1.5	1.5	1.0	5.8	5.2
Canada ¹	2.1 ^d	x(1)	x(5)	x(5)	1.5	1.5	m	3.5 ^d	0.6	1.7	2.3	1.7	5.9 ^d	5.2 ^d
Chili ²	1.8	0.6	0.8	0.3	1.2	1.8	a	3.6	0.4	2.3	2.7	2.6	6.3	6.2
Colombie ²	2.0	1.5	x(5)	x(5)	0.6 ^d	2.0 ^d	x(5, 6)	4.0	x(11)	x(11)	1.6	m	5.7	m
République tchèque	0.8	0.9	0.2	0.7	0.9	1.7	0.0	2.5	0.0	0.9	0.9	0.6	3.5	3.1
Danemark	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Estonie	1.4	0.7	0.4	0.3	0.7	1.4	0.1	2.9	a	1.5	1.5	1.1	4.4	4.0
Finlande	1.4	1.1	0.4	1.0 ^d	1.3 ^d	2.5 ^d	x(4, 5, 6)	3.9	a	1.7	1.7	1.0	5.5	4.9
France	1.2	1.3	0.8	0.5	1.3	2.5	0.0	3.7	0.3	1.1	1.4	1.0	5.2	4.7
Allemagne	0.6	1.2	0.4	0.5	0.9	2.1	0.2	3.0	0.0	1.2	1.2	0.7	4.2	3.6
Grèce	1.3	0.7	0.5	0.3	0.8	1.5	m	m	a	m	m	m	m	m
Hongrie	0.8	0.8	0.9	0.4	1.3	2.1	0.3	3.2	0.0	1.0	1.1	0.9	4.3	4.1
Islande	2.1	1.0	0.7	0.5	1.2	2.1	0.1	4.3	0.0	1.2	1.3	m	5.6	m
Irlande	1.4	0.6	x(5)	x(5)	0.6	1.2	0.1	2.7	x(11)	x(11)	0.8	0.6	3.5	3.2
Israël	2.4	x(3, 4, 5)	1.3 ^d	0.9 ^d	2.1 ^d	2.1	0.0	4.5	0.2	1.2	1.4	0.9	6.0	5.4
Italie	1.0	0.7	x(5)	x(5)	1.1 ^d	1.8 ^d	x(5, 6)	2.7	0.0	0.9	0.9	0.6	3.6	3.3
Japon	1.1	0.7	x(5)	x(5)	0.8 ^d	1.5 ^d	x(5, 6, 9, 10, 11)	2.7	0.2 ^d	1.2 ^d	1.4 ^d	m	4.0	m
Corée	1.6	0.9	x(5)	x(5)	1.2	2.1	a	3.7	0.2	1.5	1.7	1.4	5.4	5.0
Lettonie	1.5	0.7	0.5	0.3	0.8	1.5	0.1	3.1	0.2	0.9	1.0	0.9	4.2	4.0
Lituanie	0.8	1.1	0.3	0.1	0.5	1.6	0.1	2.5	a	1.1	1.1	0.8	3.6	3.4
Luxembourg	1.1	0.8	0.3	0.6	0.9	1.7	0.0	2.8	0.0	0.5	0.5	0.3	3.2	3.0
Mexique	1.8	1.0	0.6	0.4	0.9	1.9	a	3.7	x(11)	x(11)	1.4	1.1	5.1	4.8
Pays-Bas	1.2	1.2	0.3	0.8	1.1	2.4	0.0	3.5	0.0	1.7	1.7	1.1	5.2	4.6
Nouvelle-Zélande	1.8	1.3	1.0	0.4	1.4	2.7	0.2	4.7	0.2	1.5	1.7	1.4	6.4	6.1
Norvège	2.1	1.0	0.7	0.7	1.5	2.5	0.0	4.6	0.0	1.9	1.9	1.2	6.5	5.8
Pologne	1.6	0.7	0.3	0.5	0.8	1.6	0.0	3.2	0.0	1.2	1.2	1.0	4.4	4.1
Portugal	1.5	1.2	x(5)	x(5)	1.2 ^d	2.4 ^d	x(5, 6, 9, 10, 11, 12)	3.9	0.0 ^d	1.1 ^d	1.2 ^d	0.9 ^d	5.0	4.8
République slovaque	0.9	0.9	0.3	0.6	0.8	1.7	0.0	2.7	0.0	1.0	1.0	0.8	3.7	3.5
Slovénie	1.5	0.8	0.3	0.6	0.9	1.7	a	3.2	0.0	1.0	1.0	0.8	4.3	4.1
Espagne	1.3	0.8	0.6	0.3 ^d	0.9 ^d	1.7 ^d	x(4, 5, 6)	3.1	0.2	1.1	1.2	0.9	4.3	4.0
Suède	1.8	0.9	0.6	0.5	1.1	1.9	0.0	3.8	0.0	1.6	1.6	0.7	5.4	4.5
Suisse	m	m	x(5)	x(5)	1.3	m	x(5)	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	1.0	1.1	0.7	0.7	1.5	2.5	a	3.5	x(11)	x(11)	1.9	1.6	5.4	5.1
Royaume-Uni	2.0	1.0	0.9	0.6	1.5	2.5	a	4.4	0.2	1.6	1.7	1.4	6.2	5.8
États-Unis	1.7	0.9	x(5)	x(5)	1.0	1.9	0.0	3.5	x(11)	x(11)	2.5	2.2	6.0	5.7
Moyenne OCDE	1.5	0.9	0.6	0.5	1.1	2.0	m	3.5	0.1	1.3	1.5	1.1	5.0	4.5
Moyenne UE23	1.3	0.9	0.5	0.5	1.0	1.9	m	3.2	0.1	1.2	1.2	0.9	4.5	4.1
Partenaires														
Argentine	m	m	m	a	m	m	a	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica ²	m	m	m	m	m	m	a	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ²	m	m	m	m	m	m	a	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	x(8)	x(8)	x(8)	x(8)	x(8)	x(8)	x(8)	2.0	0.2	1.0	1.1	1.0	3.1	3.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : Pour de plus amples informations, consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie ». Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire. Les chiffres de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont considérés comme négligeables.

2. Année de référence : 2017.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933978873>

Tableau C2.2. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la source finale des financements (2016)

Dépenses au sein des établissements, selon le niveau d'enseignement

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire				Tertiaire				Du primaire au tertiaire			
	Public	Privé	International	Total	Public	Privé	International	Total	Public	Privé	International	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Pays												
Australie	3.2	0.7	0.0	3.9	0.8	1.2 ^d	x(6)	1.9	3.9	1.9 ^d	x(10)	5.8
Autriche	3.0	0.1	a	3.1	1.6	0.1	a	1.8	4.6	0.3	a	4.9
Belgique	4.1	0.1	0.0	4.3	1.2	0.2	0.0	1.5	5.3	0.4	0.1	5.8
Canada ¹	3.2 ^d	0.3 ^d	0.0 ^a	3.5 ^d	1.2	1.1	0.0	2.3	4.4 ^d	1.4 ^a	0.0 ^a	5.9 ^d
Chili ²	3.0	0.6	a	3.6	1.0	1.7	a	2.7	4.0	2.4	a	6.3
Colombie ²	3.2	0.9	0.0	4.0	0.8	0.8	0.0	1.6	4.0	1.7	0.0	5.7
République tchèque	2.3	0.2	0.0	2.5	0.7	0.2	0.0	0.9	3.0	0.4	0.0	3.5
Danemark	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Estonie	2.7	0.2	0.0	2.9	1.2	0.2	0.1	1.5	3.9	0.4	0.1	4.4
Finlande	3.8	0.0	0.0	3.9	1.5	0.1	0.1	1.7	5.4	0.1	0.1	5.5
France	3.4	0.3	0.0	3.7	1.1	0.3	0.0	1.4	4.5	0.7	0.0	5.2
Allemagne	2.6	0.4	0.0	3.0	1.0	0.2	0.0	1.2	3.6	0.6	0.0	4.2
Grèce	2.6	m	0.0	m	0.6	m	0.1	m	3.2	m	0.1	m
Hongrie	2.9	0.4	0.0	3.2	0.7	0.4	0.0	1.1	3.5	0.7	0.0	4.3
Islande	4.1	0.2	0.0	4.3	1.1	0.1	0.0	1.3	5.3	0.3	0.0	5.6
Irlande	2.6	0.1	a	2.7	0.6	0.2	a	0.8	3.2	0.3	a	3.5
Israël	4.0	0.5	0.0	4.5	0.8	0.6	0.0	1.4	4.8	1.1	0.0	6.0
Italie	2.6	0.1	0.0	2.7	0.5	0.3	0.0	0.9	3.1	0.5	0.0	3.6
Japon	2.4	0.2	0.0	2.7	0.4 ^d	1.0 ^d	0.0	1.4 ^d	2.9	1.2	0.0	4.0
Corée	3.1	0.5	0.0	3.7	0.7	1.1	0.0	1.7	3.8	1.6	0.0	5.4
Lettonie	3.0	0.1	0.0	3.1	0.7	0.3	0.0	1.0	3.7	0.4	0.1	4.2
Lituanie	2.4	0.1	0.0	2.5	0.7	0.3	0.0	1.1	3.1	0.5	0.1	3.6
Luxembourg	2.6	0.1	0.1	2.8	0.4	0.0	0.0	0.5	3.0	0.1	0.1	3.2
Mexique	3.0	0.7	0.0	3.7	0.9	0.4	0.0	1.4	4.0	1.1	0.0	5.1
Pays-Bas	3.1	0.4	0.0	3.5	1.1	0.5	0.1	1.7	4.2	0.9	0.1	5.2
Nouvelle-Zélande	3.9	0.8	0.0	4.7	0.9	0.9	0.0	1.7	4.7	1.7	0.0	6.4
Norvège	4.6	0.0	0.0	4.6	1.8	0.1	0.0	1.9	6.3	0.1	0.0	6.5
Pologne	2.9	0.3	0.0	3.2	0.9	0.2	0.0	1.2	3.8	0.5	0.1	4.4
Portugal	3.4	0.4	0.1	3.9	0.7 ^d	0.4 ^d	0.1 ^d	1.2 ^d	4.1	0.8	0.2	5.0
République slovaque	2.4	0.3	0.0	2.7	0.7	0.3	0.0	1.0	3.1	0.6	0.0	3.7
Slovénie	2.9	0.3	0.0	3.2	0.8	0.1	0.0	1.0	3.8	0.4	0.1	4.3
Espagne	2.6	0.4	0.0	3.1	0.8	0.4	0.0	1.2	3.5	0.8	0.0	4.3
Suède	3.8	a	a	3.8	1.4	0.2	0.1	1.6	5.2	0.2	0.1	5.4
Suisse	m	m	m	m	1.3	m	0.0	m	m	m	m	m
Turquie	2.7	0.9	0.0	3.5	1.4	0.5	0.0	1.9	4.1	1.4	0.0	5.4
Royaume-Uni	3.7	0.7	0.0	4.4	0.5	1.2	0.1	1.7	4.2	1.9	0.1	6.2
États-Unis ³	3.2	0.3	a	3.5	0.9	1.6	a	2.5	4.1	1.9	a	6.0
Moyenne OCDE	3.1	0.4	0.0	3.5	0.9	0.5	0.0	1.5	4.0	0.9	0.1	5.0
Moyenne UE23	3.0	0.3	0.0	3.2	0.9	0.3	0.0	1.2	3.9	0.5	0.1	4.5
Partenaires												
Argentine	3.9	m	a	m	1.1	m	a	m	4.9	m	a	m
Brésil	4.1	m	m	m	1.0	m	m	m	5.1	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Costa Rica ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ²	m	m	m	m	m	m	a	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	1.9	0.1	0.0	2.0	0.7	0.4	0.0	1.1	2.6	0.5	0.0	3.1
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud ²	4.1	m	m	m	0.6	m	m	m	4.7	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : Pour de plus amples informations, consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie ». Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire. Les chiffres de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont considérés comme négligeables.

2. Année de référence : 2017.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933978892>

Tableau C2.3. Évolution des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2005, 2011 et 2016)

Déflateur du PIB 2010 = 100, prix constants, selon le niveau d'enseignement

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire			Tertiaire			Du primaire au tertiaire			Évolution du PIB (2010 = 100)		
	2005	2011	2016	2005	2011	2016	2005	2011	2016	2005	2011	2016
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
OCDE												
Pays												
Australie	86.4	93.2	87.4	90.7	97.2	113.7	87.6	94.3	94.6	87.5	105.3	119.2
Autriche	m	m	m	m	m	m	m	m	m	93.7	102.9	107.7
Belgique	94.9	99.2	99.6	89.2	100.5	109.2	93.5	99.5	101.9	93.2	101.8	106.9
Canada ¹	87.5	95.0	89.4	88.3	94.5	84.9	87.9	94.8	87.6	94.2	102.8	115.9
Chili	106.3	98.2	105.7	84.2	104.2	108.2	97.4	100.6	106.7	83.1	106.1	123.1
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	80.4	107.4	128.4
République tchèque	102.4	100.7	93.1	81.0	115.3	80.6	95.9	105.2	89.3	88.6	101.8	111.3
Danemark	93.4	91.2	m	90.7	101.0	m	92.6	93.9	m	99.0	101.3	109.2
Estonie	90.3	86.2	76.2	72.7	105.6	98.1	85.1	91.9	82.6	102.0	107.6	124.1
Finlande	93.4	98.7	97.9	89.9	101.1	90.9	92.3	99.5	95.6	96.0	102.6	103.0
France	98.4	96.6	94.5	88.1	98.8	98.5	95.6	97.2	95.6	96.0	102.2	106.5
Allemagne	98.8	96.1	89.1	85.5	100.7	101.1	95.3	97.3	92.3	94.0	103.7	111.3
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	101.7	90.9	81.6
Hongrie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	101.1	101.7	112.7
Islande	114.8	101.0	95.3	105.5	95.2	111.6	112.9	99.8	98.6	94.6	101.9	122.5
Irlande	72.9	97.6	60.0	74.8	95.7	54.6	73.4	97.1	58.7	97.7	103.7	150.5
Israël	94.4	105.5	114.5	136.7	140.4	121.2	96.8	105.5	107.9	80.8	105.1	124.3
Italie	101.8	95.5	92.7	88.1	100.9	93.2	98.4	96.8	92.8	101.6	100.6	98.1
Japon	95.9	97.5	92.4	90.9 ^d	98.2 ^d	93.2 ^d	94.2	97.7	92.6	100.7	102.9	106.7
Corée	m	m	m	m	m	m	m	m	m	81.7	103.7	119.3
Lettonie	97.6	90.1	92.9	102.8	109.2	76.5	99.1	95.6	88.2	102.5	106.4	121.4
Lituanie	m	88.9	74.8	82.7	112.1	67.8	m	96.4	72.5	94.3	106.0	123.2
Luxembourg	m	93.2	79.3	m	m	m	m	m	m	88.6	102.5	117.6
Mexique	98.2	99.9	95.4	85.0	93.0	101.2	94.8	98.1	96.9	92.9	103.7	119.0
Pays-Bas	94.0	97.8	93.4	90.1	101.9	105.9	92.8	99.0	97.2	93.4	101.6	106.1
Nouvelle-Zélande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	92.3	102.6	118.9
Norvège	100.6	97.3	94.3	m	99.1	117.6	m	97.7	100.2	90.6	97.5	119.7
Pologne	103.5	93.7	88.7	106.1	87.2	80.1	104.6	92.1	86.5	79.2	105.0	119.6
Portugal	95.6	95.3	104.1	91.0	95.5	82.7	94.4	95.4	98.2	97.0	98.2	97.5
République slovaque	93.7	90.6	89.9	98.8	107.6	110.4	94.9	94.5	94.7	79.3	102.8	117.1
Slovénie	105.6	97.3	84.1	101.1	103.5	82.9	104.5	98.8	83.8	91.8	100.6	105.1
Espagne	88.4	98.6	95.5	83.2	98.6	94.9	86.9	98.6	95.3	94.9	99.0	102.4
Suède	105.8	97.6	100.7	92.7	99.3	96.9	101.8	98.1	99.5	92.4	102.7	114.1
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	89.8	101.7	110.3
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	85.3	111.1	145.4
Royaume-Uni	95.5	100.9	101.4	m	m	m	m	m	m	96.2	101.4	112.4
États-Unis	97.0	96.8	90.6	90.7	102.0	91.8	94.5	98.9	91.1	94.3	101.6	113.8
Moyenne OCDE	96.6	96.2	91.9	91.6	102.2	94.9	94.7	97.6	92.3	92.5	102.7	114.8
Moyenne UE23	95.9	95.3	89.9	89.4	101.9	89.7	94.2	97.1	89.7	94.5	102.0	111.3
Partenaires												
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	78.8	106.0	105.4
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	80.3	104.0	102.3
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	58.5	109.5	155.8
Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	79.3	104.3	125.0
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	67.1	106.6	148.9
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	75.5	106.2	137.4
Fédération de Russie	91.5	99.6	102.4	51.0	89.3	79.5	74.1	95.2	92.5	84.0	104.3	107.4
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	75.3	110.0	130.6
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	85.8	103.3	112.0
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	85.8	104.7	119.3

Remarque : Pour de plus amples informations, consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie ». Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

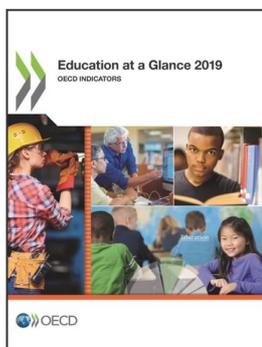
1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire. Les chiffres de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont considérés comme négligeables.

2. Année de référence : 2017.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933978911>



Extrait de :
Education at a Glance 2019
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2019 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0c43f003-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.